

## RAPPORT QUINQUENNAL SUR LES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION

En vertu du dernier alinéa du 2° du V de l'article 1609 nonies C du code général des impôts (CGI) : *"tous les cinq ans, le président de l'établissement public de coopération intercommunale présente un rapport sur l'évolution du montant des attributions de compensation au regard des dépenses liées à l'exercice des compétences par l'établissement public de coopération intercommunale. Ce rapport donne lieu à un débat au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique. Ce rapport est obligatoirement transmis aux communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale."*

Aucun cadre formel n'est prévu pour la rédaction du rapport sur les attributions de compensation.

Le président de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) peut s'appuyer sur la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) afin de préparer ce rapport.

Celui-ci peut permettre d'engager un dialogue sur une révision éventuelle des attributions de compensation. Toutefois, l'établissement du rapport ne constitue aucunement un préalable à une révision, celle-ci n'étant pas obligatoire.

## SOMMAIRE

2	<b>POURQUOI DES AC ?</b>
4	<b>QU'EST-CE QUE LA CLECT ?</b>
5	<b>EVALUER UN TRANSFERT</b>
6	<b>HISTORIQUE DES TRAVAUX</b>
7	Transfert de compétence de l'aire de grand passage à la CC2T
8	Substitution de la CC2T au sein du SMGT au 1 <sup>er</sup> janvier 2017
9	Transfert de compétence du PLUIH à la CC2T au 1 <sup>er</sup> janvier 2017
10	Transfert de la ZAE des Triboulottes à la CC2T au 1 <sup>er</sup> janvier 2017
11	Harmonisation des compétences Numérique, GEMAPI et NJP
12	Transfert de l'assainissement (ex-CC2H) au 1 <sup>er</sup> janvier 2018
13	Restitution de l'éclairage public (ex-CC2H) au 1 <sup>er</sup> janvier 2018
14	Harmonisation des voiries d'intérêt communautaire au 1 <sup>er</sup> janvier 2018
15	Transfert de compétence du FISAC urbain au 1 <sup>er</sup> janvier 2018
16	Transfert de compétence de la mobilité au 1 <sup>er</sup> avril 2018
17	Diminution des AC négatives (PFF1) à compter de 2018
18	Révision des AC positives (PFF2) à compter de 2019
19	Transfert de l'EAJE La Clé des Champs au 1 <sup>er</sup> janvier 2019
20	Transfert du RAMPE La Ronde Toulaise au 1 <sup>er</sup> janvier 2019
21	Transfert de la base nautique d'aviron André Vecker au 1 <sup>er</sup> janvier 2019
22	Transfert de la compétence eau potable au 1 <sup>er</sup> janvier 2020
23	<b>IMPACT SUR LA DOTATION D'INTERCO.</b>
	<b>ANNEXES :</b>
24	A- Processus de validation des transferts
25	B- Exemples de calculs d'attributions
26	C- Synthèse des AC communales
27	D- Eléments de comparaison des AC
28	<b>GLOSSAIRE</b>
	<b>Révision des AC</b>

## POURQUOI DES AC ?

Au 1<sup>er</sup> janvier 2022, la France était composée de 1 254 établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, dont 1 085 EPCI à fiscalité professionnelle unique (FPU) qui regroupent 30 191 communes et une population de 64,5 millions d'habitants.

Ces EPCI à FPU perçoivent les impôts économiques locaux en lieu et place des communes, à savoir :

- la cotisation foncière des entreprises (CFE),
- l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER),
- la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM).

La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) a désormais été supprimée et compensée par une fraction de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) nationale.

Ces impôts ont remplacé l'ancienne taxe professionnelle ; on parlait alors de taxe de professionnelle unique (TPU) qui était la seule ressource fiscale des EPCI à TPU. Du fait des différentes réformes, les EPCI à FPU sont aujourd'hui à fiscalité mixte : ils perçoivent aussi des impôts payés par les ménages, essentiellement la taxe foncière et la taxe d'habitation sur les résidences secondaires.

**L'attribution de compensation (AC) est le principal flux financier entre les communes et les EPCI à FPU. Elle assure la neutralité budgétaire des transferts de fiscalité lorsqu'ils sont mis en œuvre. Elle est révisée à chaque transfert de compétence afin de donner les moyens d'assumer le coût d'un service ou équipement.**

L'AC est donc un solde qui résulte de la différence entre les recettes transférées au moment de la mise en place du régime de la FPU et les charges et produits transférés tout au long de la vie intercommunale.

Elle peut être positive (versée par l'EPCI à la commune) ou négative (versée par la commune à l'EPCI), et ne peut être indexée.

En 2020, les AC positives versées par les EPCI à FPU à leurs communes membres s'élevaient à 11,5 milliards d'euros. A la même date, le montant des AC négatives versées par les communes à leur EPCI de rattachement s'élevait à 656 millions d'euros.

*Pour 2022, le montant des attributions de compensation positives versées par la CC2T à 26 communes s'élève à 8 091 933 € et celui versé par 15 communes à la CC2T s'élève à 155 394 €.*

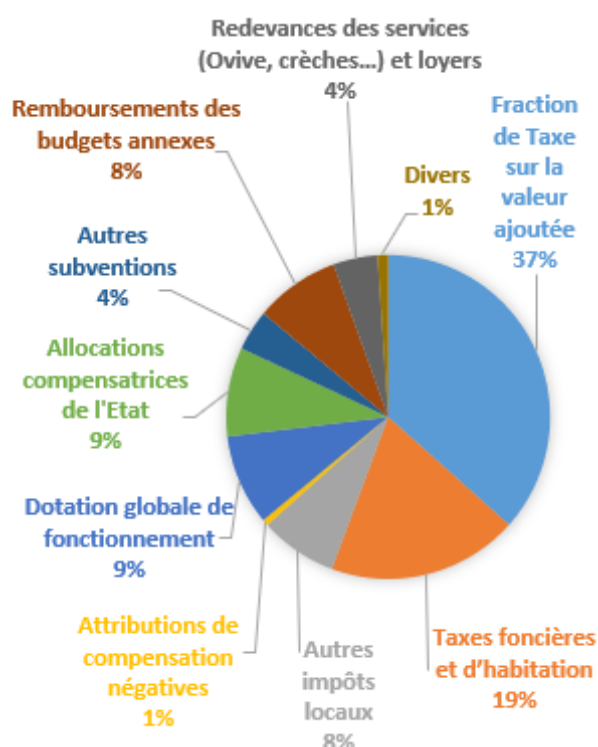
En 2020, les AC représentaient en moyenne 25% des dépenses réelles de fonctionnement des EPCI à FPU (hors Métropole du Grand Paris).

*Pour la CC2T au compte administratif 2022, le montant net des attributions de compensation représentait 36% des dépenses réelles de fonctionnement.*

L'intégration des compétences des EPCI ayant été encouragé par le législateur et étant un facteur de la solidarité intercommunale, le montant des retenues opérées sur les AC au titre des charges transférées augmente avec l'histoire de la communauté.

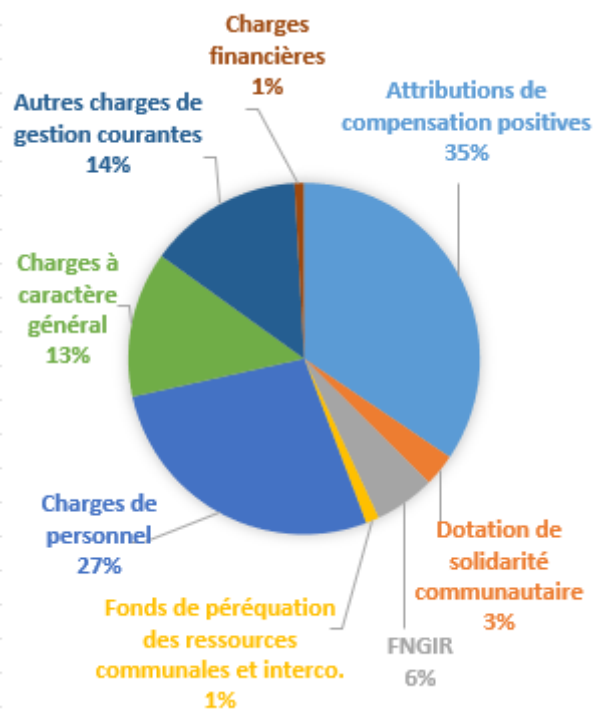
Sauf à connaître des restitutions de compétences, le montant des AC reversées aux communes tend donc à diminuer, voire, sur un temps long, tendre vers des AC négatives.

#### Structure des recettes réelles de fonctionnement du budget primitif 2023 principal :



Au sein du budget primitif principal 2023 de la CC2T, le montant total des impôts et taxes de la CC2T est estimé à 16,3M€. Le principal financement est désormais la fraction de TVA nationale estimée à 9,3M€. Les impôts directs locaux représentent 6,9M€, dont 3,9M€ de CFE.

#### Structure des dépenses réelles de fonctionnement du budget primitif 2023 principal :



64% des impôts et taxes perçues par la CC2T, soit 10,4M€, font l'objet de divers versements aux communes du territoire et à la solidarité nationale : AC et dotation de solidarité communautaire, fonds national de garantie individuel des ressources (FNGIR) et fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC).

Mis en ligne le 09/10/2023 à 16h00

REÇU EN PREFECTURE

Le 09/10/2023

Application agréée E-legalite.com

## QU'EST-CE QUE LA CLECT ?

Conformément au VI de l'article 1609 nonies C du code général des impôts (CGI), est créée entre l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) soumis au régime de la fiscalité professionnelle unique (FPU) et les communes membres une commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges.

**La commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) est ainsi chargée d'une seule et unique mission : procéder à l'évaluation du coût d'exercice des compétences transférées par les communes à l'EPCI ou restituées aux communes.**

La CLECT est composée de membres des conseils municipaux des communes concernées, chaque conseil municipal disposant d'au moins un représentant. Rien n'impose que les membres de la CLECT soient également conseillers communautaires.

*Conformément au protocole financier général de fusion voté par les précédentes communautés de communes de Hazelle-en-Haye et du Toullois, le conseil communautaire a fixé le nombre de représentants à raison d'un membre titulaire et d'un membre suppléant pour chaque commune.*

Il appartient au conseil municipal de chaque commune de les désigner et de transmettre à l'EPCI une copie de la décision. A défaut, afin de garantir la représentation de l'ensemble des communes, le maire est convoqué aux réunions de la CLECT.

Les membres de la CLECT demeurent dans cette fonction tant qu'ils conservent la qualité de membre d'un conseil municipal de l'une des communes membres de l'EPCI, et donc pour toute la durée de leur mandat électif, sans préjudice de la possibilité, toutefois, de procéder à un renouvellement des membres de la CLECT en cours de mandat, ou à un remplacement d'un ou plusieurs de ses membres.

Les membres de la CLECT élisent en leur sein, parmi les membres titulaires et à la majorité absolue des suffrages exprimés, un président et un vice-président qui supplée le président en cas d'absence ou d'empêchement.

**Pour chaque transfert ou restitution de compétence entre l'EPCI et une ou plusieurs communes, la CLECT doit établir et adopter un rapport ayant pour finalité d'évaluer le coût net des charges transférées.**

Dans le cadre de ses travaux, la CLECT peut décider de faire appel à des experts et/ou des personnes qualifiées extérieures.

*Le directeur général adjoint aux ressources de la CC2T assure le secrétariat de la CLECT.*

Le rapport et les décisions de la CLECT sont adoptés à la majorité simple des suffrages exprimés.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, ce rapport doit être transmis aux communes dans les neuf mois qui suivent le transfert de la compétence ou de l'équipement.

Il doit être approuvé par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux prévue au premier alinéa du II de l'article L5211-5 du code général des collectivités territoriales (la moitié des communes représentant les deux tiers de la population ou les deux tiers des communes représentant la moitié de la population), prises dans un délai de trois mois à compter de la transmission du rapport à la commune par le président de la CLECT.

Le rapport est également transmis à l'organe délibérant de l'EPCI qui doit arrêter définitivement le montant des AC.

**Le schéma descriptif de validation d'un transfert de charges est présenté en annexe A.**

## EVALUER UN TRANSFERT

Le montant initial de l'attribution de compensation est déterminé lors de la mise en œuvre du régime de la FPU : il correspond au solde arithmétique des produits transférés entre la commune et son EPCI.

*Lors du passage à TPU, l'AC était négative si le montant des impôts des ménages repris par la commune était supérieur au montant de taxe professionnelle perdue par la commune ; l'AC était positive dans le cas contraire.*

L'AC est ensuite révisée à chaque transfert de compétence.

Lorsqu'une modification doit être opérée, le montant des attributions de compensation provisoires est communiqué aux communes membres le 15 février au plus tard.

**Des exemples de calcul sont présentés en annexe B.**

**L'évaluation des charges transférées est précisée au IV de l'article 1609 nonies C du code général des impôts :**

Les dépenses de fonctionnement, non liées à un équipement, sont évaluées d'après leur coût réel dans les budgets communaux lors de l'exercice précédant le transfert de compétences ou d'après leur coût réel dans les comptes administratifs des exercices précédant ce transfert. Dans ce dernier cas, la période de référence est déterminée par la commission.

Le coût des dépenses liées à des équipements concernant les compétences transférées est calculé sur la base d'un coût moyen annualisé. Ce coût intègre le coût de réalisation ou d'acquisition de l'équipement ou, en tant que de besoin, son coût de renouvellement. Il intègre également les charges financières et les dépenses d'entretien. L'ensemble de ces dépenses est pris en compte pour une durée normale d'utilisation et ramené à une seule année.

Le coût des dépenses transférées est réduit, le cas échéant, des ressources afférentes à ces charges.

S'agissant des dépenses liées à des équipements, la circulaire du 15 septembre 2004 NOR/BLB/04/10075/C relative aux nouvelles dispositions concernant l'intercommunalité introduites par la loi « liberté et responsabilités locales » avait donné les précisions suivantes.

Le coût initial de l'équipement est son coût de réalisation (si la commune l'a construit elle-même), ou son coût d'acquisition (si la commune a acheté l'équipement), ou éventuellement son coût de renouvellement (si l'on ne peut pas connaître le coût de réalisation ou d'acquisition ou si ceux-ci n'ont plus de pertinence compte tenu de l'ancienneté du bien).

En plus du coût initial, la loi impose de prendre en compte les frais financiers éventuels (intérêts des emprunts) et les dépenses induites par le fonctionnement de l'équipement. Il s'agit des dépenses d'entretien qu'entraîne l'usage du bien sur toute sa durée de vie (ces coûts ayant logiquement vocation à augmenter à mesure que le bien s'utilise). La prise en compte du coût financier traduit le fait que la charge des emprunts afférents à l'équipement transféré est obligatoirement elle-même transférée à l'EPCI.

Une fois le coût global de l'équipement arrêté (coût initial et coût de fonctionnement), il est rapporté à la durée de vie moyenne de l'équipement pour obtenir son coût moyen annualisé. Pour évaluer la durée de vie moyenne, il pourra être fait référence aux durées d'amortissement en usage qui sont fixées à titre indicatif par l'instruction budgétaire et comptable.

En cas de dérogation aux règles de calcul du code général des impôts, les attributions de compensation doivent être approuvées par délibérations concordantes du conseil communautaire (statuant à la majorité des deux tiers), et de la totalité des conseils municipaux des communes intéressées (statuant à la majorité simple), en tenant compte du rapport définitif de la CLECT.

Mis en ligne le 09/10/2023 à 16h00

REÇU EN PREFECTURE

Le 09/10/2023

Application agréée E-legalite.com



## HISTORIQUE DES TRAVAUX

Depuis 2017, les travaux de la CLECT ont été notamment rythmés par les conséquences de la fusion ayant vu la création de la CC2T au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Le montant de référence des AC pour chacune des communes était celui arrêté fin 2016.

En effet, le montant de l'AC d'une commune qui intègre en année N un nouvel EPCI à FPU est par défaut égal au montant d'AC perçu par la commune en N-1, le cas échéant minoré ou majoré du montant des charges transférées ou rétrocédées au nouvel EPCI évalué par la CLECT.

Néanmoins, l'EPCI issu de fusion peut décider de modifier unilatéralement durant trois ans les montants d'AC des communes, dans des limites fixées par les textes.

Cette disposition a été retenue dans le cadre du pacte fiscal et financier qui a été mis en œuvre au sein du territoire.

La CLECT s'est par ailleurs prononcée sur l'évaluation de nouvelles compétences communautaires.

### Présidence de la CLECT :

- Jean-François MATTE  
(depuis mai 2021)
- Bernard BARAD  
(de février 2017 à décembre 2019)
- Thierry COLLET  
(de décembre 2014 à décembre 2016)

### Vice-Présidence de la CLECT :

- Philippe MONALDESCHI  
(depuis décembre 2014)

### 2016

- Transfert de compétence de l'aire d'accueil des gens du voyage par la commune de Toul à la CC2T à compter du 1<sup>er</sup> avril 2016
- Adoption d'un protocole financier général de fusion par les communautés de communes de Hazelle-en-Haye et du Toulais

### 2017

- Effet année pleine du transfert de l'aire d'accueil des gens du voyage
- Transfert de compétence du plan local d'urbanisme et habitat (PLUIH) par les communes à la CC2T au 1<sup>er</sup> janvier 2017
- Suite à fusion, substitution de la CC2T aux communes de l'ex-CC2H au sein du SMTG
- La zone d'activité des Triboulottes de Bruley devient communautaire au 1<sup>er</sup> janvier 2017

### 2018

- Harmonisation ou transfert des compétences en matière de Numérique, GEMAPI, NJP, et voiries d'intérêt communautaire et restitution de la compétence éclairage public (ex-CC2H)
- Transfert de compétence de l'assainissement et du pluvial par les communes de l'ex-CC2H au 1<sup>er</sup> janvier 2018
- Reprise du FISAC urbain par la CC2T
- Transfert de compétence de la mobilité par les communes à la CC2T au 1<sup>er</sup> avril 2018
- Révision des attributions de compensation négatives dans le cadre du premier volet du pacte fiscal et financier (PFF) adopté

### 2019

- Révision individualisée des attributions de compensation positives dans le cadre du deuxième volet du PFF
- Définition de l'intérêt communautaire en matière de petite enfance à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019
- Transfert de compétence de la base nautique d'aviron A. Vecker par la commune de Toul à la CC2T au 1<sup>er</sup> janvier 2019

### 2020

- Transfert de compétence de l'eau potable par les communes à la CC2T au 1<sup>er</sup> janvier 2020

### 2021 / 2022

*Pas de nouveaux transferts.*

*(Clarification des statuts en matière de compétence développement et entretien des véloroutes et des voies vertes.)*

Mis en ligne le 09/10/2023 à 16h00

REÇU EN PREFECTURE

Le 09/10/2023

Application agréée E-legalite.com

## Transfert de compétence de l'aire de grand passage à la CC2T

Modification de l'AC en € pour les communes concernées	Evaluation du transfert de charges
Aingeray	
Andilly	
Ansauville	
Avrainville	
Bicqueley	
Bois-de-Haye	
Boucq	
Bouvron	
Bruley	
Charmes-la-Côte	
Chaudeney-sur-Moselle	
Choley-Ménillot	
Domèvre-en-Haye	
Domgermain	
Dommartin-lès-Toul	
Écrouves	
Fontenoy-sur-Moselle	
Foug	
Francheville	
Gondreville	
Grosrouvres	
Gye	
Jaillon	
Lagney	
Laneuveville-derrière-Foug	
Lay-Saint-Remy	
Lucey	
Manoncourt-en-Woëvre	
Manonville	
Ménil-la-Tour	
Minorville	
Noviant-aux-Prés	
Pagney-derrière-Barine	
Pierre-la-Treiche	
Royaumeix	
Sanzey	
Toul	* 21 689
Tremblecourt	
Trondes	
Villey-le-Sec	
Villey-Saint-Etienne	
<b>TOTAL</b>	<b>* 21 689</b>

\* appliqué partiellement en 2016

La CC2T a repris à compter du 1<sup>er</sup> avril 2016 la gestion de l'aire de grand passage à destination des gens du voyage auparavant géré par la commune de Toul.

Les éléments de coûts ont été communiqués par la commune à la CLECT.

Le coût de fonctionnement a été établi sur la base d'une moyenne triennale des montants constatés entre 2013 et 2015, à savoir :

- coût total des réparations de 3 812,57 €,
- coût total des fluides et déchets 7 485,98 €,
- coût du temps administratif passé 2 240,00 €.

La moyenne des recettes représentait 3 221,77 € par an ; le déficit de fonctionnement était ainsi établi à 10 317,76 € y compris le temps passé par les agents.

Le coût moyen annualisé de l'équipement était arrêté à 11 371,99 € (ramené à une année à partir d'une durée de vie de 10 ans à 25 ans pour le principal aménagement).

La compétence ayant été transférée au 1<sup>er</sup> avril 2016, la régularisation de l'attribution de compensation positive de Toul a été opérée en deux temps prorata temporis :

- -16 266 € au titre de l'année 2016 (pour 3 trimestres sur 4),
- -21 689 € à partir de l'année 2017 (effet année pleine, soit une diminution complémentaire de -5 423 €).

Pour la période 2021-2022, la CC2T a constaté au titre de l'aire de grand passage en moyenne 27 096 € de charges (hors personnel) pour 7 569 € de produits, soit un déficit de 19 527 € hors temps passé par les agents.

A compter de 2022, la CC2T participe également à un poste de médiateur porté par le centre de gestion, pour un coût annuel estimé à 1 796 €.

Par ailleurs, entre 2017 et 2022, la CC2T a investi pour l'aire un montant de 146 696 € TTC (62 229 € HT subventions déduites).

Mis en ligne le 09/10/2023 à 16h00

REÇU EN PREFECTURE

Le 09/10/2023

Application agréée E-legalite.com

## Substitution de la CC2T au sein du SMGT au 1<sup>er</sup> janvier 2017

Modification de l'AC en € pour les communes concernées	Evaluation du transfert de charges
Aingeray	2 695
Andilly	
Ansauville	
Avrainville	3 665
Bicqueley	
Bois-de-Haye	11 286
Boucq	
Bouvron	
Bruley	
Charmes-la-Côte	
Chaudeney-sur-Moselle	
Choloy-Ménillot	
Domèvre-en-Haye	
Domgermain	
Dommartin-lès-Toul	
Écrouves	
Fontenoy-sur-Moselle	7 028
Foug	
Francheville	4 995
Gondreville	75 911
Grosrouvres	
Gye	
Jaillon	7 285
Lagney	
Laneuveville-derrière-Foug	
Lay-Saint-Remy	
Lucey	
Manoncourt-en-Woëvre	
Manonville	
Ménil-la-Tour	
Minorville	
Noviant-aux-Prés	
Pagney-derrière-Barine	
Pierre-la-Treiche	
Royaumeix	
Sanzey	
Toul	
Tremblecourt	
Trondes	
Villey-le-Sec	
Villey-Saint-Etienne	32 752
<b>TOTAL</b>	<b>145 617</b>

Depuis la fusion intervenue le 1<sup>er</sup> janvier 2017, le syndicat mixte Grand Toulais (SMGT) est constitué de deux membres : les communautés de communes Terres Tuloises et de Colombey les Belles et du Sud Toulais.

Le SMGT assume les compétences suivantes :

- le fonctionnement, l'investissement et la gestion d'une cuisine centrale installée au collège Croix de Metz à Toul,
- la fourniture et la livraison des repas pour les services des collectivités adhérentes et de leurs communes, ainsi que pour les centres de loisirs implantés au sein de son périmètre,
- le fonctionnement, l'investissement et la gestion d'équipements sportifs utilisés par les écoliers, collégiens, lycéens et associations sportives des adhérents,.
- l'apprentissage de la natation scolaire pour les élèves des classes élémentaires ainsi que le transport nécessaire pour exercer cette compétence,
- le portage d'études relatives à l'évolution des services aux publics et à la réalisation d'équipements structurants.

La CC2T s'étant substituée aux communes de l'ex-CC2H en 2017, le coût du transfert a été évalué sur la base des dépenses de fonctionnement figurant aux comptes administratifs des communes pour 2016 (contribution syndicale, participation au SMGT pour bénéficier de l'apprentissage de la natation ou charges assumées directement par la commune de Velaine-en-Haye).

Pour mémoire, AC reprises aux communes au titre du SMGT :

ex-CCT en 2012 (24 communes)	-312 926 €
Foug en 2012	-35 744 €
ex-CCCH hors Hamonville en 2014	-12 718 €
Villey-le-Sec en 2014	-6 110 €
ex-CC2H en 2017	-145 617 €
<b>Total pour 41 communes</b>	<b>-513 115 €</b>

A titre d'information, la contribution de la CC2T au SMGT pour 2023 s'élève à 832 521 €, ce qui conduit à un surcoût annuel actuel pour la CC2T de 319 406 €.

Mis en ligne le 09/10/2023 à 16h00

REÇU EN PREFECTURE

Le 09/10/2023

Application agréée E-legalite.com



## Transfert de compétence du PLUIH à la CC2T au 1<sup>er</sup> janvier 2017

<i>Modification de l'AC en € pour les communes concernées</i>	<i>Evaluation du transfert de charges</i>
Aingeray	725
Andilly	381
Ansauville	112
Avrainville	273
Bicqueley	1 244
Bois-de-Haye	2 539
Boucq	491
Bouvron	333
Bruley	803
Charmes-la-Côte	445
Chaudeney-sur-Moselle	920
Choloy-Ménillot	938
Domèvre-en-Haye	574
Domgermain	1 680
Dommartin-lès-Toul	2 663
Écrouves	3 700
Fontenoy-sur-Moselle	487
Foug	3 500
Francheville	381
Gondreville	3 500
Grosrouvres	68
Gye	276
Jaillon	586
Lagney	654
Laneuveville-derrière-Foug	182
Lay-Saint-Remy	473
Lucey	759
Manoncourt-en-Woëvre	327
Manonville	322
Ménil-la-Tour	438
Minorville	319
Noviant-aux-Prés	349
Pagney-derrière-Barine	801
Pierre-la-Treiche	705
Royaumeix	457
Sanzey	181
Toul	8 000
Tremblecourt	262
Trondes	704
Villey-le-Sec	555
Villey-Saint-Etienne	1 461
<b>TOTAL</b>	<b>43 568</b>

La CLECT a repris à son compte les éléments préalablement travaillés dans le cadre de la charte de gouvernance pour l'exercice de la compétence (adoptée par la CCT et portée à connaissance des maires de la CC2H).

Les coûts historiques recensés étaient extrêmement hétérogènes, ne reflétaient pas la réalité des coûts du fait des évolutions réglementaires et pénalisaient les communes ayant engagé un renouvellement du PLU (communes pour lesquelles les dépenses du PLUIH seront moindre)

La proposition de la commission pour l'évaluation des charges est celle d'un coût de renouvellement établi :

- sur la base du prix d'un PLU intercommunal ramené à l'habitant,
- sans dépassement d'un plafond correspondant au coût moyen estimé.

Le coût estimé du PLUIH était en 2017 de 636 680 € hors taxe.

Une durée de vie de 10 ans a été retenue dans les calculs.

*Nota : le conseil communautaire a par ailleurs décider de verser aux communes, en une seule fois en 2018, l'équivalent d'un différé de reprise d'attribution de compensation jusqu'à la dixième année à partir de l'année d'approbation du PLU.*

Pour mémoire, coût de la mise en œuvre du PLUIH par la CC2T depuis 2017 :

Remboursement des frais au titre des PLU communaux	120 239 €
Dépenses autorisation de progr.	814 589 €
Reprographie / commissaires 2023	29 483 €
<b>Coût pluriannuel hors personnel</b>	<b>964 311 €</b>

Ramené sur une durée de vie de 10 ans, cela correspond à un coût annuel de 96K€, auquel il convient d'ajouter les charges de personnel, de l'ordre de 50K€ par an.

Avec un montant d'AC reprises aux communes au titre du PLUIH de 43 568 €, le surcoût pour la CC2T est de l'ordre de 100K€ par an.

Mis en ligne le 09/10/2023 à 16h00

**REÇU EN PREFECTURE**

Le 09/10/2023

Application agréée E-legalite.com

## Transfert de la ZAE des Triboulottes à la CC2T au 1<sup>er</sup> janvier 2017

Modification de l'AC en € pour les communes concernées	Evaluation du transfert de charges
Aingeray	
Andilly	
Ansauville	
Avrainville	
Bicqueley	
Bois-de-Haye	
Boucq	
Bouvron	
Bruley	2 316
Charmes-la-Côte	
Chaudeney-sur-Moselle	
Choley-Ménillot	
Domèvre-en-Haye	
Domgermain	
Dommartin-lès-Toul	
Écrouves	
Fontenoy-sur-Moselle	
Foug	
Francheville	
Gondreville	
Grosrouvres	
Gye	
Jaillon	
Lagny	
Laneuveville-derrière-Foug	
Lay-Saint-Remy	
Lucey	
Manoncourt-en-Woëvre	
Manonville	
Ménil-la-Tour	
Minorville	
Noviant-aux-Prés	
Pagney-derrière-Barine	
Pierre-la-Treiche	
Royaumeix	
Sanzey	
Toul	
Tremblecourt	
Trondes	
Villey-le-Sec	
Villey-Saint-Etienne	
<b>TOTAL</b>	<b>2 316</b>

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe, a renforcé les compétences des communautés de communes et d'agglomération en prévoyant notamment le transfert obligatoire, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, de l'ensemble des zones d'activité économique (ZAE).

C'est dans ce cadre que la ZAE communale des Triboulottes à Bruley a été transférée à la CC2T.

Le maire de la commune de Bruley, M. Manet, considérait que la reprise d'une attribution de compensation au titre de cette zone pénalisait l'une des seules communes qui s'est engagée sur ce type d'investissement productif.

L'évaluation financière du transfert a été opérée par défaut à partir d'un coût de renouvellement de 84K€ établi par référence aux prix unitaires du marché de travaux divers contracté par la CC2T en juillet 2017 (54K€ de travaux déjà réalisés et 30K€ de travaux restant à opérer). La durée de vie des investissements est évaluée à 30 ans. L'évaluation tient compte de l'ancienneté des travaux réalisés par la commune par le biais d'un indice de révision trentenaire. Le coût annuel ainsi calculé s'établit à 1 816 €.

Par ailleurs, les coûts de fonctionnement au titre des consommations électriques de l'éclairage de la zone et le balayage sont estimés à 500 € par an.

Pour mémoire, dépenses d'équipement pour la ZAE des Triboulottes opérées par la CC2T depuis 2017 :

Déplacement candélabre	2023	3 324 €
Modification armoire	2022	4 262 €
Reprise signalétique	2022	58 €
Candélabres accidentés	2021	2 663 €
sans tiers connu	2020	1 494 €
Travaux finition zone	2018	42 271 €
<b>Total pluriannuel</b>		<b>54 072 €</b>

Ramené sur une durée de vie de 30 ans, cela correspond à ce stade à un coût annuel de 1 802€ (équivalent à celui calculé en 2017) alors que de nouvelles dépenses s'ajouteront d'ici 2047.

Les charges de fonctionnement n'ont pu être identifiées.

Mis en ligne le 09/10/2023 à 16h00

REÇU EN PREFECTURE

Le 09/10/2023

Application agréée E-legalite.com

## Harmonisation des compétences Numérique, GEMAPI et NJP

Modification de l'AC en € pour les communes concernées	Evaluation du transfert de charges
Aingeray	0
Andilly	
Ansauville	
Avrainville	0
Bicqueley	
Bois-de-Haye	0
Boucq	
Bouvron	
Bruley	
Charmes-la-Côte	
Chaudeney-sur-Moselle	
Choloy-Ménillot	
Domèvre-en-Haye	
Domgermain	
Dommartin-lès-Toul	
Écrouves	
Fontenoy-sur-Moselle	0
Foug	
Francheville	0
Gondreville	0
Grosrouvres	
Gye	
Jaillon	0
Lagney	
Laneuveville-derrière-Foug	
Lay-Saint-Remy	
Lucey	
Manoncourt-en-Woëvre	
Manonville	
Ménil-la-Tour	
Minorville	
Noviant-aux-Prés	
Pagney-derrière-Barine	
Pierre-la-Treiche	
Royaumeix	
Sanzey	
Toul	
Tremblecourt	
Trondes	
Villey-le-Sec	
Villey-Saint-Etienne	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>

La fusion intervenue en 2017 a nécessité l'harmonisation par la CC2T des compétences différentes héritées de la CC2H et de la CCT.

En matière de numérique / très haut débit, la compétence communautaire intervient dans le contexte particulier de l'accompagnement de l'action de la région Grand Est.

En matière de gestion des milieux aquatiques (« MA » de la GEMAPI), la compétence était déjà exercée avant 2018 au titre des « rivières » sur une partie du territoire :

- entretien de l'Esch, la Réhanne, le ruisseau de Grosrouvres, les ruisseaux d'Alenau, le Naly sur le territoire de l'ex-CCCH
- entretien du Terrouin et de ses affluents sur le territoire de l'ex-CC2H
- sur le territoire de l'ex-CCT : entretien de l'Ingressin, de la Bouvade et du Terrouin (hors « chevelu »)

Il n'y avait pas d'action de renaturation communale connue à ce jour (sauf études en cours sur Gye), la CC2T portant des études en matière de zones humides.

En matière de prévention des inondations (« PI » de la GEMAPI), il a été considéré qu'il s'agissait d'une compétence sans historique dans les communes.

S'agissant de la participation de l'ex-CC2H au festival de musique Nancy Jazz Pulsations (NJP), l'action n'a pas été mise en œuvre en 2017 et aucune commune ne s'est portée candidate à la reprise de l'action.

Pour ces différents items, la CLECT a acté l'absence de charges transférées évaluées.

Pour mémoire, la contribution de la CC2T au déploiement de la fibre optique porté par la région Grand Est s'élève à 2 260 800 € versés entre 2019 et 2023.

En matière de GEMAPI, il est rappelé que la CC2T a rehaussé en 2018 le taux de la taxe sur le foncier bâti pour couvrir 3 € par habitants au titre de cette compétence (3,40 € en 2023 compte tenu de la révision des bases). La participation de la CC2T à l'établissement public territorial de bassin (EPTB) Meurthe Madon en 2023 s'est élevée à 139 676,80 €, soit 3,20 € par habitant. La CC2T finance par ailleurs des études et travaux de renaturation des berges, cofinancées à 80%.

Mis en ligne le 09/10/2023 à 16h00

REÇU EN PREFECTURE

Le 09/10/2023

Application agréée E-legalite.com

## Transfert de l'assainissement (ex-CC2H) au 1<sup>er</sup> janvier 2018

Modification de l'AC en € pour les communes concernées	Evaluation du transfert de charges
Aingeray	0
Andilly	
Ansauville	
Avrainville	17 305
Bicqueley	
Bois-de-Haye	0
Boucq	
Bouvron	
Bruley	
Charmes-la-Côte	
Chaudeney-sur-Moselle	
Choley-Ménillot	
Domèvre-en-Haye	
Domgermain	
Dommartin-lès-Toul	
Écrouves	
Fontenoy-sur-Moselle	126
Foug	
Francheville	216
Gondreville	13 310
Grosrouvres	
Gye	
Jaillon	-1 184
Lagney	
Laneuveville-derrière-Foug	
Lay-Saint-Remy	
Lucey	
Manoncourt-en-Woëvre	
Manonville	
Ménil-la-Tour	
Minorville	
Noviant-aux-Prés	
Pagney-derrière-Barine	
Pierre-la-Treiche	
Royaumeix	
Sanzey	
Toul	
Tremblecourt	
Trondes	
Villey-le-Sec	
Villey-Saint-Etienne	3 018
<b>TOTAL</b>	<b>32 791</b>

La gestion des eaux usées et pluviales était déjà de la compétence de l'ex-CCT.

Une harmonisation est intervenue au 1<sup>er</sup> janvier 2018 à l'échelle de la CC2T.

Le transfert de compétence ne concernait donc que les communes de l'ex-CC2H.

S'agissant d'un service public industriel et commercial, si l'ensemble des charges et produits étaient exclusivement affectés au budget annexe financé par la redevance dédiée, il n'y aurait pas de modification des attributions de compensation.

Comme cela a été pratiqué précédemment pour les communes de l'ex-CCT, la CLECT s'est concentrée spécifiquement sur le cas des charges non affectées aux budgets annexes communaux avant transfert.

Il s'agit notamment de la participation du budget principal au pluvial au titre des réseaux unitaires dimensionnés pour tenir compte de la gestion des réseaux par temps de pluie, ainsi que des temps (hors bénévolat) des agents techniques et administratifs non affectés au budget annexe.

Pour la commune de Jaillon notamment, le curage des avaloirs (compétence voirie) n'était pas porté sur le budget principal mais financé par la redevance de l'assainissement.

A titre d'information, la contribution forfaitaire du budget principal de la CC2T au budget annexe de l'assainissement au titre de la gestion des eaux pluviales dans les réseaux unitaires est passée de 121 575,84€ TTC en 2017 à 227 419,07 € TTC en 2022, soit une progression de 105 843,23 €.

Nota : l'exercice de la compétence des eaux usées a évolué en 2020 avec une plus forte intégration (reprise en régie avec prestations de services).

Mis en ligne le 09/10/2023 à 16h00

REÇU EN PREFECTURE

Le 09/10/2023

Application agréée E-legalite.com

## Restitution de l'éclairage public (ex-CC2H) au 1<sup>er</sup> janvier 2018

Modification de l'AC en € pour les communes concernées	Evaluation du transfert de charges
Aingeray	31 551
Andilly	
Ansauville	
Avrainville	9 901
Bicqueley	
Bois-de-Haye	139 977
Boucq	
Bouvron	
Bruley	
Charmes-la-Côte	
Chaudeney-sur-Moselle	
Choley-Ménillot	
Domèvre-en-Haye	
Domgermain	
Dommartin-lès-Toul	
Écrouves	
Fontenoy-sur-Moselle	17 210
Foug	
Francheville	19 501
Gondreville	132 544
Grosrouvres	
Gye	
Jaillon	30 208
Lagny	
Laneuveville-derrière-Foug	
Lay-Saint-Remy	
Lucey	
Manoncourt-en-Woëvre	
Manonville	
Ménil-la-Tour	
Minorville	
Noviant-aux-Prés	
Pagny-derrière-Barine	
Pierre-la-Treiche	
Royaumeix	
Sanzey	
Toul	
Tremblecourt	
Trondes	
Villey-le-Sec	
Villey-Saint-Etienne	55 755
<b>TOTAL</b>	<b>436 647</b>

La gestion de la compétence de l'éclairage public héritée de l'ex-CC2H, dont ne disposait pas l'ex-CCT, a été restituée aux communes concernées au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Différents postes ont été considérés par la CLECT :

- le coût des consommations et abonnements électriques a été arrêté à partir des constatation sur les douze derniers mois facturés, pour un montant de 121 020 €,
- le coût de la gestion des sinistres a été arrêté à partir de la moyenne triennale des dépenses constatées aux comptes administratifs 2015 à 2017 de la CC2H, nette des remboursements intervenus, les interventions ayant pu être identifiées par commune, pour un montant de 11 135 €,
- la coût de la maintenance courante (hors relamping et travaux complémentaires) a été arrêté à partir de la moyenne des dépenses constatées aux comptes administratifs 2016 et 2017, répartie entre les communes au prorata du nombre de points lumineux concernés, pour un montant de 16 110 €,
- en matière d'équipement, la CLECT a fait le choix de ne pas repartir de l'inventaire des biens (non amortissables) mais d'un coût de renouvellement unitaire moyen à partir du dernier marché de la CC2T (renouvellement de l'éclairage des zones d'activité) :
  - prix moyen unitaire de remplacement d'un luminaire (moyenne simple feu et LED avec crosse et mât) : 1 622 € HT
  - prix moyen unitaire de remplacement d'une armoire électrique (y compris contrôle) : 2 602 € HT
 Ce coût de renouvellement moyen a été ramené à une année sur la base d'une durée de vie moyenne de 15 ans, pour un montant de 246 846 €,
- Le cas particulier des illuminations de fin d'année (pose et dépose hors acquisitions) a été arrêté à partir du compte administratif 2017, pour un montant de 41 537 €.

Le coût des charges restituées aux communes n'est pas connu de la CC2T. Dans le contexte actuel des coûts de l'énergie et d'inflation, on peut supposer que les coûts de fonctionnement ont progressé.

Mis en ligne le 09/10/2023 à 16h00

REÇU EN PREFECTURE

Le 09/10/2023

Application agréée E-legalite.com



## Harmonisation des voiries d'intérêt communautaire au 1<sup>er</sup> janvier 2018

<i>Modification de l'AC en € pour les communes concernées</i>	<i>Evaluation du transfert de charges</i>
Aingeray	0
Andilly	
Ansauville	
Avrainville	200
Bicqueley	
Bois-de-Haye	310
Boucq	
Bouvron	
Bruley	
Charmes-la-Côte	
Chaudeney-sur-Moselle	
Choley-Ménillot	
Domèvre-en-Haye	
Domgermain	
Dommartin-lès-Toul	
Écrouves	
Fontenoy-sur-Moselle	935
Foug	
Francheville	1 173
Gondreville	810
Grosrouvres	
Gye	
Jaillon	828
Lagny	
Laneuveville-derrière-Foug	
Lay-Saint-Remy	
Lucey	
Manoncourt-en-Woëvre	
Manonville	
Ménil-la-Tour	
Minorville	
Noviant-aux-Prés	
Pagney-derrière-Barine	
Pierre-la-Treiche	
Royaumeix	
Sanzey	
Toul	
Tremblecourt	
Trondes	
Villey-le-Sec	
Villey-Saint-Etienne	3 872
<b>TOTAL</b>	<b>8 128</b>

L'ex-CC2H disposait d'une compétence d'entretien des voiries d'intérêt communautaire, contrairement à l'ex-CCT.

A compter de 2018, l'intérêt communautaire a été revu et généralisé afin de conserver le bénéfice d'une bonification de la dotation globale de fonctionnement (DGF bonifiée).

Toutefois, l'intérêt communautaire ne porte que sur les voies de circulation interne et de stationnement des équipements publics communautaires, accessibles au public, à savoir : le siège de la CC2T, le centre aquatique Ovide, le service technique intercommunal, le bâtiment public dit « 001 », les déchèteries intercommunales, les plateformes de déchets verts équipées de quais et aménagées par la CC2T, la crèche intercommunale Crechendo, les zones d'activités économiques, l'aire d'accueil des gens du voyage et l'aire de grand passage.

Dans le cadre de la restitution de la compétence aux communes de l'ex-CC2H, l'évaluation des charges a été opérée à partir d'une moyenne triennale des dépenses communautaires constatées entre 2015 et 2017. Les calculs ne portaient que sur le fauchage et le déneigement.

Il est précisé que les montants d'attribution de compensation repris aux communes de l'ex-massif de Haye au titre du renouvellement des équipements lors du transfert des voiries à la CC2H en 2014 étaient très faibles ou nuls, ou ont été ramenés à zéro par la suite. Par ailleurs, le montant des grosses réparations réalisés entre 2014 et 2017 n'était pas une référence pertinente.

La CLECT n'a pas retenu de charges de renouvellement liées aux compétences d'enfouissement des réseaux et voiries d'intérêt communautaires, en tenant aussi compte tenu de la bonification d'attribution de compensation des communes concernée par la restitution de la compétence de l'éclairage public décrite page précédente.

Le coût des charges restituées aux communes n'est pas connu de la CC2T.

Mis en ligne le 09/10/2023 à 16h00

REÇU EN PREFECTURE

Le 09/10/2023

Application agréée E-legalite.com

## Transfert de compétence du FISAC urbain au 1<sup>er</sup> janvier 2018

<i>Modification de l'AC en € pour les communes concernées</i>	<i>Evaluation du transfert de charges</i>
Aingeray	
Andilly	
Ansauville	
Avrainville	
Bicqueley	
Bois-de-Haye	
Boucq	
Bouvron	
Bruley	
Charmes-la-Côte	
Chaudeney-sur-Moselle	
Choloy-Ménillot	
Domèvre-en-Haye	
Domgermain	
Dommartin-lès-Toul	
Écrouves	
Fontenoy-sur-Moselle	
Foug	
Francheville	
Gondreville	
Grosrouvres	
Gye	
Jaillon	
Lagney	
Laneuveville-derrière-Foug	
Lay-Saint-Remy	
Lucey	
Manoncourt-en-Woëvre	
Manonville	
Ménil-la-Tour	
Minorville	
Noviant-aux-Prés	
Pagney-derrière-Barine	
Pierre-la-Treiche	
Royaumeix	
Sanzey	
Toul	0
Tremblecourt	
Trondes	
Villey-le-Sec	
Villey-Saint-Etienne	
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>

La communauté issue de la fusion ne disposait que d'une compétence en matière de FISAC rural (fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce concernant toutes les communes à l'exception de Toul).

Suite à la mise en œuvre de la loi dite NOTRe, la compétence s'est étendue à l'ensemble du périmètre.

La commune de Toul a évalué le temps passé par ses agents à 20% d'un équivalent temps plein de 2012 à 2014, puis 5% de 2015 à 2016, pour une charge nette (subvention déduite) moyenne de 2 996 € par an.

Sur la période de 2012 à 2016, la moyenne annuelle des montants versés aux bénéficiaires par la commune de Toul s'élevait à 12 949 € (subventions déduites).

Pour autant, la CLECT a considéré qu'il n'y avait pas de charges transférées pérennes.

A titre d'information, le montant d'aides octroyées entre 2017 et 2019 aux bénéficiaires de la commune de Toul s'est élevé à 134 314 €, dont 56 676 € restant à la charge de la CC2T (hors temps passé).

Le dispositif du FISAC n'a pas été reconduit à l'issue de cette ultime tranche mise en œuvre par la CC2T.

Mis en ligne le 09/10/2023 à 16h00

**REÇU EN PREFECTURE**

Le 09/10/2023

Application agréée E-legalite.com

## Transfert de compétence de la mobilité au 1<sup>er</sup> avril 2018

Modification de l'AC en € pour les communes concernées	Evaluation du transfert de charges
Aingeray	0
Andilly	0
Ansauville	0
Avrainville	0
Bicqueley	0
Bois-de-Haye	0
Boucq	0
Bouvron	0
Bruley	0
Charmes-la-Côte	0
Chaudeney-sur-Moselle	0
Choloy-Ménillot	0
Domèvre-en-Haye	0
Domgermain	0
Dommartin-lès-Toul	0
Écrouves	0
Fontenoy-sur-Moselle	0
Foug	0
Francheville	0
Gondreville	0
Grosrouvres	0
Gye	0
Jaillon	0
Lagny	0
Laneuveville-derrière-Foug	0
Lay-Saint-Remy	0
Lucey	0
Manoncourt-en-Woëvre	0
Manonville	0
Ménil-la-Tour	0
Minorville	0
Noviant-aux-Prés	0
Pagney-derrière-Barine	0
Pierre-la-Treiche	0
Royaumeix	0
Sanzey	0
Toul	0
Tremblecourt	0
Trondes	0
Villey-le-Sec	0
Villey-Saint-Etienne	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>

La CC2T est devenue autorité organisatrice de mobilité durable (AOMD) le 1<sup>er</sup> avril 2018.

Pour six communes (Chaudeney-sur-Moselle, Dommartin-lès-Toul, Ecrouves, Toul mais aussi Domgermain et Foug en 2017), la compétence était précédemment exercée par le syndicat des transports de l'agglomération toulouise (STAT), avec le réseau dénommé MOVIA.

La contribution moyenne des communes au STAT s'élevait à 105 601 € par an. Toutefois, cette contribution a été ramenée à zéro en 2017, alors que le résultat de fonctionnement de l'exercice (hors report) du STAT est passé en 2017 à +78 487 € contre +5 740 € en 2016.

Hors du périmètre du STAT, les communes n'avaient pas de dépenses en matière de transport collectif. Seules quelques actions de soutien aux actions associatives ont pu être mises en œuvre sans que la CC2T ne dispose de données chiffrées communiquées par les communes.

Tenant également compte de l'équité territoriale, la CLECT a considéré qu'il n'y avait pas de charges transférées évaluées, souhaitant toutefois une « clause de revoyure » en matière de mobilité en 2020, compte tenu de la délégation du transport scolaire qui subsistait auprès de la région Grand Est.

Le local de la gare routière de Toul, évalué à l'euro symbolique, a été mis à disposition de la CC2T, une cession pleine et entière n'étant pas pertinente. Cette mise à disposition obligatoire et gratuite du bien nécessaire à l'exercice de la compétence a permis l'optimisation de la délégation de service public.

Pour mémoire, la mobilité fait l'objet d'un budget annexe dont le financement est principalement assuré, sans dotation du budget principal, par une compensation reversée par la région Grand Est et le versement mobilité (VM), au taux de 0,55%, des employeurs des secteurs public et privé qui emploient 11 salariés et plus.

Mis en ligne le 09/10/2023 à 16h00

REÇU EN PREFECTURE

Le 09/10/2023

Application agréée E-legalite.com

## Diminution des AC négatives (PFF1) à compter de 2018

<i>Modification de l'AC en € pour les communes concernées</i>	<i>Evolution de l'attribution de compensation</i>
Aingeray	
Andilly	2 374
Ansauville	
Avrainville	
Bicqueley	9 462
Bois-de-Haye	
Boucq	
Bouvron	
Bruley	
Charmes-la-Côte	3 205
Chaudeney-sur-Moselle	
Choloy-Ménillot	
Domèvre-en-Haye	
Domgermain	10 721
Dommartin-lès-Toul	
Écrouves	1 895
Fontenoy-sur-Moselle	
Foug	
Francheville	
Gondreville	
Grosrouvres	
Gye	
Jaillon	
Lagney	3 641
Laneuveville-derrière-Foug	1 021
Lay-Saint-Remy	3 671
Lucey	7 284
Manoncourt-en-Woëvre	
Manonville	
Ménil-la-Tour	1 988
Minorville	
Noviant-aux-Prés	
Pagney-derrière-Barine	6 348
Pierre-la-Treiche	4 522
Royaumeix	3 018
Sanzey	1 409
Toul	
Tremblecourt	
Trondes	5 450
Villey-le-Sec	
Villey-Saint-Etienne	
<b>TOTAL</b>	<b>66 009</b>

La mise au point d'un pacte financier et fiscal entre communes et communauté a été l'occasion, de mettre à plat la situation financière et fiscale du territoire et d'appréhender les marges de manœuvre possibles, pour gagner en équité et en solidarité territoriales, dans un contexte de raréfaction des ressources publiques et de montée en puissance des champs de compétences de l'intercommunalité.

Après des travaux préparatoires et un séminaire organisé en juin 2018, un consensus s'est dégagé sur plusieurs axes pour constituer le premier acte du pacte financier et fiscal (PFF) de la communauté de communes Terres Toulaises et de ses communes membres.

Dans ce cadre, le territoire s'est saisi de la possibilité de réviser les AC de la nouvelle communauté issue de la fusion dans les trois ans qui suivent la fusion, à hauteur de plus ou moins 30%.

Il a été ainsi décidé :

- de maintenir en l'état les AC positives,
- de diminuer de 30% les AC négatives.

Il était convenu que ce premier volet de PFF constituait une première étape, significative mais non exhaustive ni définitive, les travaux et réflexions devant se poursuivre pour approfondir, dans la mesure du possible, le parti pris de solidarité et d'équité territoriales voulu par les élus de la CC2T.

La diminution des AC négatives grève le budget de la CC2T de 66 009 € annuels.

Mis en ligne le 09/10/2023 à 16h00

**REÇU EN PREFECTURE**

Le 09/10/2023

Application agréée E-legalite.com

## Révision des AC positives (PFF2) à compter de 2019

Modification de l'AC en € pour les communes concernées	Evolution de l'attribution de compensation
Aingeray	0
Andilly	0
Ansauville	0
Avrainville	0
Bicqueley	0
Bois-de-Haye	-10 998
Boucq	0
Bouvron	0
Bruley	0
Charmes-la-Côte	0
Chaudeney-sur-Moselle	-2 168
Choloy-Ménillot	0
Domèvre-en-Haye	0
Domgermain	0
Dommartin-lès-Toul	-713
Écrouves	0
Fontenoy-sur-Moselle	0
Foug	0
Francheville	0
Gondreville	-8 687
Grosrouvres	0
Gye	-2 003
Jaillon	0
Lagny	0
Laneuveville-derrière-Foug	0
Lay-Saint-Remy	0
Lucey	0
Manoncourt-en-Woëvre	0
Manonville	0
Ménil-la-Tour	0
Minorville	0
Noviant-aux-Prés	0
Pagney-derrière-Barine	0
Pierre-la-Treiche	0
Royaumeix	0
Sanzey	0
Toul	-80 362
Tremblecourt	0
Trondes	0
Villey-le-Sec	-1 310
Villey-Saint-Etienne	-4 122
<b>TOTAL</b>	<b>-110 363</b>

Les discussions initiées à l'occasion du premier pacte fiscal et financier se sont poursuivies.

La législation permet une révision individualisée des AC positives : les EPCI et leurs communes membres peuvent procéder, par délibérations concordantes prises à la majorité qualifiée, à la diminution des attributions de compensation d'une partie des communes membres lorsqu'elles ont un potentiel financier par habitant supérieur de plus de 20 % au potentiel financier moyen des communes membres. Cette réduction ne peut excéder 5 % du montant de leur AC.

Dans ce cadre, dans la logique de solidarité poursuivie, il a été décidé de réduire de 1,5% le montant des AC positives pour les communes dont le potentiel financier par habitant est supérieur de 20% au potentiel financier moyen des communes membres, et d'affecter la totalité de cette diminution à la dotation de solidarité communautaire créée à l'occasion du deuxième acte du PFF du territoire.

Cette révision individualisée concernait 8 communes qui se sont toutes prononcées favorablement.

Le PFF2 comprenait plusieurs axes.

La prise en charge intégrale du prélèvement du FPIC par la CC2T a été pérennisée à compter de 2020. Pour information, le montant prélevé à la CC2T en 2023 s'élève à 301 893 €, dont 199 098 € au titre de la part des communes membres.

Une dotation de solidarité communautaire (DSC) a été instaurée à compter de 2020, au profit des communes, alimenté pour partie par la réduction des AC de 110 363 €, pour un montant initial de 500 000 € relevé à 700 000 € en 2022.

Pour ces deux mesures, la charge annuelle pour la CC2T est à ce jour de 788 735 €.

Le partage de 50% de la croissance du produit fiscal communal de la taxe sur le foncier bâti sur le périmètre des ZAE de la CC2T, reversé en DSC, n'impacte pas le budget communautaire.

L'affectation de la moitié du produit complémentaire d'IFER photovoltaïque aux communes n'est pas encore intervenu.

Mis en ligne le 09/10/2023 à 16h00

REÇU EN PREFECTURE

Le 09/10/2023

Application agréée E-legalite.com



## Transfert de l'EAJE La Clé des Champs au 1<sup>er</sup> janvier 2019

<i>Modification de l'AC en € pour les communes concernées</i>	<i>Evaluation du transfert de charges</i>
Aingeray	
Andilly	
Ansauville	0
Avrainville	
Bicqueley	
Bois-de-Haye	
Boucq	
Bouvron	
Bruley	
Charmes-la-Côte	
Chaudeney-sur-Moselle	
Choley-Ménillot	
Domèvre-en-Haye	0
Domgermain	
Dommartin-lès-Toul	
Écrouves	
Fontenoy-sur-Moselle	
Foug	
Francheville	
Gondreville	
Grosrouvres	0
Gye	
Jaillon	
Lagney	
Laneuveville-derrière-Foug	
Lay-Saint-Remy	
Lucey	
Manoncourt-en-Woëvre	0
Manonville	0
Ménil-la-Tour	
Minorville	0
Noviant-aux-Prés	0
Pagney-derrière-Barine	
Pierre-la-Treiche	
Royaumeix	
Sanzey	
Toul	
Tremblecourt	0
Trondes	
Villey-le-Sec	
Villey-Saint-Etienne	
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>

En matière de petite enfance, l'intérêt communautaire a été revu au 1<sup>er</sup> janvier 2019 pour comprendre :

- le centre multi accueil de Bois-de-Haye (Crechendo),
- le centre multi accueil de Manonville (La Clé des Champs),
- le relais d'assistantes maternelles parents enfants (RAMPE La Ronde Toulaise), renommé par la suite relais petite enfance (RPE) Terres Toulaises et intervenant sur le périmètre des 41 communes,
- la coordination et l'animation des services de la petite enfance.

Nota : le transfert ne comprend pas les deux crèches de Toul, ni les dispositifs de soutiens ALSH / BAFA-BAFD des communes.

L'établissement d'accueil du jeune enfant (EAJE) Crechendo était de compétence communautaire (issu de l'ex-CC2H), ce qui n'a pas occasionné de transfert de charge ni d'impact sur les AC.

Le transfert de l'EAJE La Clé des Champs a entraîné la dissolution du syndicat intercommunal à vocation unique (SIVU) afférent créé en 2014, le transferts des personnels, la mise à disposition gratuite et obligatoire à la CC2T des biens affectés et la reprise d'un encours de dette de 161 615 €.

Pour mémoire, suite à la fusion intervenue le 1<sup>er</sup> janvier 2014, 21 548 € d'AC sont reversées aux communes de l'ex-CCCH au titre de La Clé des Champs (évaluation des charges effectuée alors au titre du fonctionnement et du renouvellement de ses équipements).

Pour la période de 2014 à 2018, une subvention exceptionnelle de la CAF a permis l'équilibre du budget du SIVU sans participation communale. La CLECT a en conséquence retenu l'absence d'impact sur les AC.

Pour information, dans le cadre du suivi opéré par la caisse d'allocations familiales (CAF), la charge nette de l'intercommunalité (subventions et participations familiales déduites) de l'EAJE La Clé des Champs s'élève à 148 195,55 € pour l'année 2022.

Celle de l'EAJE Crechendo s'établit à 249 447,89 € pour la même année.

Mis en ligne le 09/10/2023 à 16h00

**REÇU EN PREFECTURE**

Le 09/10/2023

Application agréée E-legalite.com

## Transfert du RAMPE La Ronde Touloise au 1<sup>er</sup> janvier 2019

<i>Modification de l'AC en € pour les communes concernées</i>	<i>Evaluation du transfert de charges</i>
Aingeray	0
Andilly	0
Ansauville	0
Avrainville	0
Bicqueley	0
Bois-de-Haye	0
Boucq	0
Bouvron	0
Bruley	0
Charmes-la-Côte	0
Chaudeney-sur-Moselle	0
Choloy-Ménillot	0
Domèvre-en-Haye	0
Domgermain	0
Dommartin-lès-Toul	0
Écrouves	0
Fontenoy-sur-Moselle	0
Foug	0
Francheville	0
Gondreville	0
Grosrouvres	0
Gye	0
Jaillon	0
Lagney	0
Laneuveville-derrière-Foug	0
Lay-Saint-Remy	0
Lucey	0
Manoncourt-en-Woëvre	0
Manonville	0
Ménil-la-Tour	0
Minorville	0
Noviant-aux-Prés	0
Pagney-derrière-Barine	0
Pierre-la-Treiche	0
Royaumeix	0
Sanzey	0
Toul	8 057
Tremblecourt	0
Trondes	0
Villey-le-Sec	0
Villey-Saint-Etienne	0
<b>TOTAL</b>	<b>8 057</b>

Le relais d'assistantes maternelles parents enfants (RAMPE La Ronde Touloise) de la commune de Toul intervenait pour les communes avec lesquelles une convention avait été signée.

Le transfert du RAMPE a entraîné le transfert à la CC2T des deux agents dédiés.

Renommé relais petite enfance (RPE) Terres Toulaises, il intervient désormais sur le périmètre des 41 communes.

Au titre de l'année 2017, la CLECT a constaté que la participation de l'ex-CC2H était de 12 814 €, celle des 11 communes de l'ex-CCT était de 11 396 € (certaines bénéficiant par ailleurs directement de subventions de la CAF), avec un reste à charge pour la commune de Toul de 7 872 €.

Prenant en compte l'équité de traitement pour les 41 communes, la CLECT n'a retenu dans son rapport que les charges indirectes de la commune de Toul, les autres charges des communes pouvant être éligibles à l'ancien fonds de solidarité « jeunesse » versé par la communauté.

En face de cette reprise d'AC, une refacturation du temps mis à disposition par la directrice du CCAS de Toul et du coût des fluides est opérée par la commune de Toul à l'encontre de la CC2T.

Pour information, dans le cadre du suivi opéré par la caisse d'allocations familiales (CAF), la charge nette de l'intercommunalité (subventions et participations familiales déduites) du RPE Terres Toulaises s'élève à 30 560,47 € pour l'année 2022.

Mis en ligne le 09/10/2023 à 16h00

**REÇU EN PREFECTURE**

Le 09/10/2023

Application agréée E-legalite.com

## Transfert de la base nautique André Vecker au 1<sup>er</sup> janvier 2019

<i>Modification de l'AC en € pour les communes concernées</i>	<i>Evaluation du transfert de charges</i>
Aingeray	
Andilly	
Ansauville	
Avrainville	
Bicqueley	
Bois-de-Haye	
Boucq	
Bouvron	
Bruley	
Charmes-la-Côte	
Chaudeney-sur-Moselle	
Choloy-Ménillot	
Domèvre-en-Haye	
Domgermain	
Dommartin-lès-Toul	
Écrouves	
Fontenoy-sur-Moselle	
Foug	
Francheville	
Gondreville	
Grosrouvres	
Gye	
Jaillon	
Lagney	
Laneuveville-derrière-Foug	
Lay-Saint-Remy	
Lucey	
Manoncourt-en-Woëvre	
Manonville	
Ménil-la-Tour	
Minorville	
Noviant-aux-Prés	
Pagney-derrière-Barine	
Pierre-la-Treiche	
Royaumeix	
Sanzey	
Toul	18 800
Tremblecourt	
Trondes	
Villey-le-Sec	
Villey-Saint-Etienne	
<b>TOTAL</b>	<b>18 800</b>

La commune de Toul a communiqué à la CLECT les coûts de fonctionnement de la base nautique d'aviron André Vecker pour les années 2016 à 2018 : de l'ordre de 13K€ de charges de personnel (gardiennage et nettoyage) et 7K€ de fluides, étant précisé que la commune avait récemment procédé à la destruction du logement du gardien.

La base nautique a fait l'objet d'une cession à l'euro symbolique (pour une valeur vénale foncière estimée par France Domaine à 65 000€).

Le coût d'équipement a été évalué en tenant compte :

- d'un coût de renouvellement estimé à 1,5M€, dont seule la moitié est retenue du fait de l'ancienneté des locaux et des améliorations du projet de réhabilitation prévues par rapport à l'existant,
- de la déduction de la valeur vénale de cession non répercutée par la commune,
- de 270K€ de cofinancements externes qui pourraient éventuellement être mobilisés,
- d'une durée estimée d'utilisation de 30 ans.

Au coût moyen annualisé de 13 800 € sont intégrés des dépenses de fonctionnement (fluides tenant compte de la démolition du logement gardien), ce qui aboutit à un transfert de charge et une baisse de l'AC de Toul de 18 800 € par an.

Il est précisé que la méthode préfectorale par défaut en l'absence d'accord local aboutirait à une évaluation de transfert supérieure (à savoir 20 942 € de moyenne des charges de fonctionnement constatées au titre des trois dernières années et pour l'investissement la moyenne des dépenses constatées au titre des sept dernières années, comprenant la destruction du logement gardien et la création d'un ponton).

Pour mémoire, l'autorisation de programme relative à la base nautique a été révisée à hauteur de 2,67M€ TTC, ce qui correspond à 2 025K€ HT subventions déduites. Hors temps passé par les agents de la CC2T, les charges de fonctionnement constatées du site étaient de 4 519,06 € au compte administratif 2022.

Mis en ligne le 09/10/2023 à 16h00

**REÇU EN PREFECTURE**

Le 09/10/2023

Application agréée E-legalite.com

## Transfert de la compétence eau potable au 1<sup>er</sup> janvier 2020

<i>Modification de l'AC en € pour les communes concernées</i>	<i>Evaluation du transfert de charges</i>
Aingeray	0
Andilly	0
Ansauville	0
Avrainville	0
Bicqueley	0
Bois-de-Haye	0
Boucq	0
Bouvron	0
Bruley	0
Charmes-la-Côte	0
Chaudeney-sur-Moselle	0
Choley-Ménillot	0
Domèvre-en-Haye	0
Domgermain	0
Dommartin-lès-Toul	0
Écrouves	0
Fontenoy-sur-Moselle	0
Foug	0
Francheville	0
Gondreville	0
Grosrouvres	0
Gye	0
Jaillon	0
Lagny	0
Laneuveville-derrière-Foug	0
Lay-Saint-Remy	0
Lucey	0
Manoncourt-en-Woëvre	0
Manonville	0
Ménil-la-Tour	625
Minorville	0
Noviant-aux-Prés	0
Pagney-derrière-Barine	0
Pierre-la-Treiche	0
Royaumeix	0
Sanzey	750
Toul	0
Tremblecourt	0
Trondes	0
Villey-le-Sec	0
Villey-Saint-Etienne	0
<b>TOTAL</b>	<b>1 375</b>

Au 1<sup>er</sup> janvier 2020, la prise de compétence de la CC2T en matière d'eau potable ne concerne pas l'ensemble du territoire :

- 13 communes restent en gestion syndicale,
- 4 communes font l'objet d'une délégation,

Puisque 9 communes correspondent à d'anciens syndicats dissous (DSP éteintes), les mutualisations et l'évaluation du transfert ne concernent que 15 communes.

Tel que précisé pour l'assainissement, l'AC ne concerne que les charges précédemment portées par le budget communal.

Afin de maintenir l'implication communale, gage de proximité et permettant de concourir à la stabilité des coûts, le partenariat entre communes et CC2T s'est traduit par des conventions de mutualisation et de mise à disposition des services, quantifiées et chiffrées, qui ont pu servir de référence à la CLECT : pour garantir la neutralité budgétaire, la reprise d'AC aux communes concernées pouvait ainsi être équivalentes aux remboursements opérés par la CC2T pour les interventions communales.

Néanmoins, les échanges ont fait ressortir que la modification des AC est pérenne alors que les remboursements par le budget communautaire sont couplés à la convention de mutualisation. Par ailleurs, dans l'hypothèse d'une potentielle hausse de redevance dans le futur, le financement serait alors recherché auprès du budget communal (par les AC) et des usagers de la commune (par la redevance).

Aussi, de manière dérogatoire, la CLECT a proposé de ne pas modifier les AC, l'exécutif de la CC2T proposant une correction de la redevance des usagers à due proportion des charges qui n'avaient pas été répercutées.

Seules les communes de Ménil-la-Tour et Sanzey ont délibéré défavorablement. Dès lors, pour ces communes, c'est l'évaluation des transferts arrêtée par référence aux conventions de mutualisation de services qui s'applique.

S'agissant d'un service public industriel et commercial, l'ensemble des charges et produits relatif à la gestion de l'eau potable est exclusivement affecté au budget annexe financé par la redevance dédiée.

Après une première phase de maintien général des tarifs durant 3 ans, l'évolution du prix de l'eau à compter de 2023 a fait l'objet d'une décision en décembre 2022.

Mis en ligne le 09/10/2023 à 16h00

**REÇU EN PREFECTURE**

Le 09/10/2023

Application agréée E-legalite.com

## Impact sur la dotation d'intercommunalité

La principale dotation versée par l'Etat à la communauté est la dotation globale de fonctionnement (DGF) composée de deux parts :

- la dotation de compensation, correspondant à un montant figé au titre des baisses de dotation de 1998 et 2001, et de l'ancienne « part salaires » de la taxe professionnelle, à laquelle est appliquée chaque année une minoration,
- la **dotation d'intercommunalité (DI)**, calculée chaque année selon des indicateurs financiers et de population.

Pour le calcul de cette dernière, le législateur a retenu un principe simple : plus les communes transfèrent de pouvoir fiscal à l'EPCI, plus on suppose qu'elles lui auront également transféré des compétences. Dès lors, plus les communes auront « joué le jeu » de l'intercommunalité, plus la DI sera valorisée.

**Le coefficient d'intégration fiscale (CIF) permet ainsi de mesurer l'intégration de l'EPCI au travers du rapport entre la fiscalité qu'il lève et la totalité de la fiscalité levée sur son territoire par les communes et leurs groupements.**

Pour mieux mesurer l'intégration fiscale effective des groupements, le CIF est minoré des dépenses de transferts versées par les EPCI à ses communes membres. Pour les communautés de communes à fiscalité professionnelle unique (FPU, anciennement TPU), les dépenses de transfert correspondent aux attributions de compensation (AC), intégralement prises en compte, et à la dotation de solidarité communautaire (DSC), prise en compte uniquement à hauteur de 50 % de son montant.

Le coefficient d'intégration fiscale de la CC2T s'avère assez en deçà du CIF moyen de la catégorie des communautés de communes à fiscalité professionnelle unique (CC à FPU), et sans progression notable :

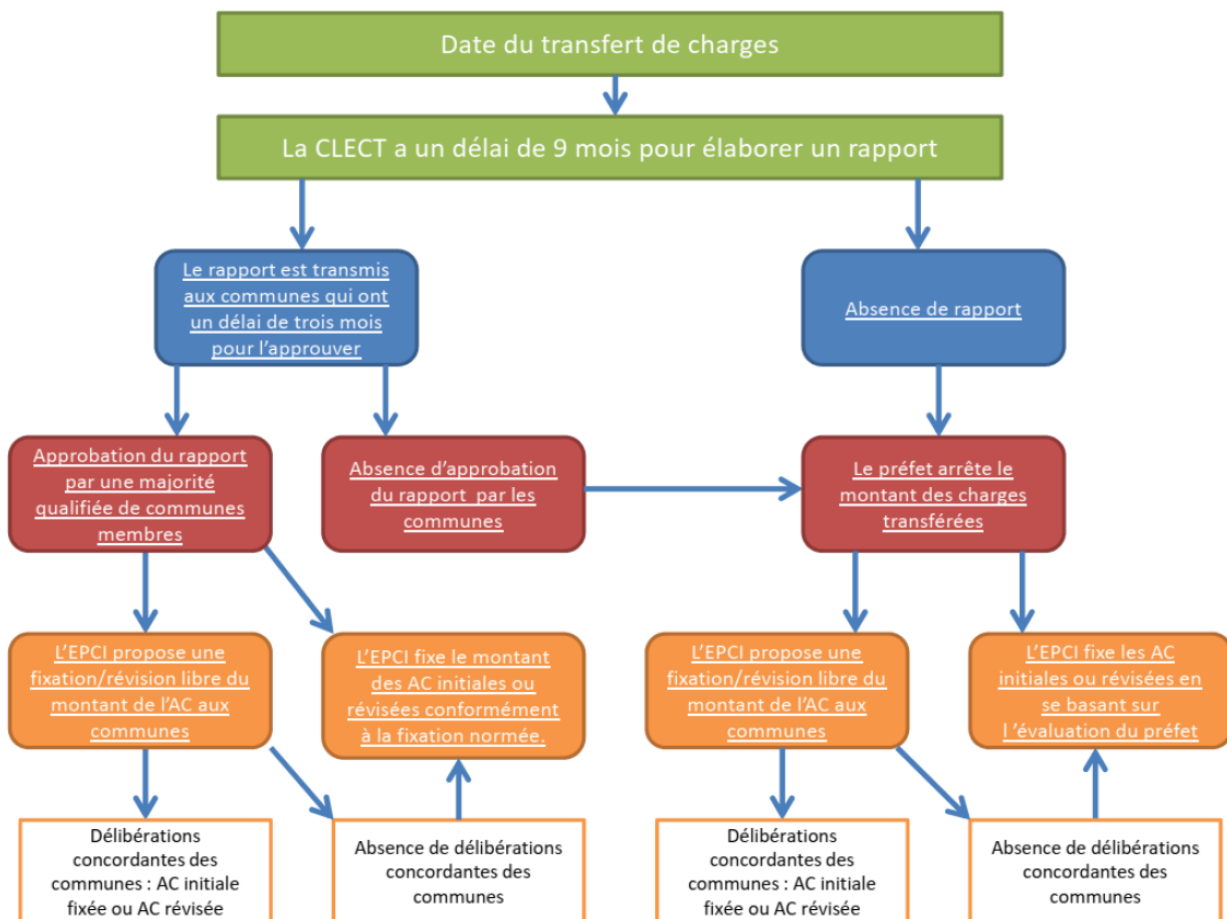
	CIF de la CC2T	CIF moyen de la catégorie
2019	0,344	0,373
2020	0,328	0,381
2021	0,336	0,388
2022	0,332	0,390
2023	0,340	0,398

A titre d'illustration et toutes choses égales par ailleurs :

- l'atteinte du CIF moyen de la catégorie par la CC2T permettrait un surcroît de dotation potentiellement supérieur à 100 000 € (+16%) ;
- la suppression des attributions de compensation négatives conduirait à une perte de dotation d'intercommunalité d'environ 7 700 € pour la CC2T (-1,2%) ;
- une réduction des attributions de compensation positives de 1 000 000 € apporterait un complément de DGF de 25 000 € et permettrait un reversement complémentaire de dotation de solidarité communautaire (DSC) de 1 025 000 € sans modification de l'équilibre du budget de la CC2T.



## ANNEXE A – PROCESSUS DE VALIDATION DES TRANSFERTS



Extrait du guide pratique des attributions de compensation de la direction générale des collectivités locales (DGCL)

## ANNEXE B – EXEMPLES DE CALCULS D'ATTRIBUTION DE COMPENSATION

### Exemple de la commune X lors d'un passage à TPU en 2007 (AC+) :

2007	Base communale	Taux communal	Produit communal	Taux interco.	Produit interco.
Taxe d'habitation	122 762	5,72%	7 022	2,64%	3 241
Taxe sur le foncier bâti	74 735	7,12%	5 321	2,78%	2 078
Taxe sur le foncier non bâti	18 666	20,06%	3 744	2,04%	381
Compensations fiscales			3 744		81
Taxe professionnelle	772 459	18,24%	140 897	2,24%	17 303
Dotation de compensation			1 110		
<b>Total fiscalité et assimilé</b>			<b>161 838</b>		<b>23 084</b>

Pour la commune X :  
**Attribution de compensation : +136 226 €**

en moins : -142 007 €

en plus : +5 781 €

### Exemple de la commune Y lors d'un passage à TPU en 2007 (AC-) :

2007	Base communale	Taux communal	Produit communal	Taux interco.	Produit interco.
Taxe d'habitation	411 076	6,37%	26 186	2,64%	10 852
Taxe sur le foncier bâti	264 565	7,48%	19 789	2,78%	7 355
Taxe sur le foncier non bâti	8 254	15,95%	1 317	2,04%	168
Compensations fiscales			2 195		31
Taxe professionnelle	257 722	3,19%	8 221	2,24%	5 773
Dotation de compensation			1 549		
<b>Total fiscalité et assimilé</b>			<b>59 257</b>		<b>24 180</b>

Pour la commune Y :  
**Attribution de compensation : -8 637 €**

en moins : -9 770 €

en plus : +18 407 €

### Exemple de la commune Z lors d'un transfert de compétence en 2012 (de AC+ à AC-) :

Montant de l'attribution de compensation initiale de la commune Z : **+38 663 €**

Cotisation versée pour la dernière fois en 2011 par la commune à un syndicat (transfert à l'EPCI) : 41 281 €

**Attribution de compensation : -2 618 €**

*Le transfert de la cotisation à l'EPCI conduit au passage d'une AC positive à négative pour la commune Y, tout en garantissant la neutralité budgétaire au moment du transfert de compétence.*

Mis en ligne le 09/10/2023 à 16h00

REÇU EN PREFECTURE

Le 09/10/2023

Application agréée E-legalite.com

## ANNEXE C – SYNTHÈSE DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION

AC définitives pour...	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Aingeray	+13 735	+10 315	+41 866	+41 866	+41 866	+41 866	+41 866
Andilly	-7 531	-7 912	-5 538	-5 538	-5 538	-5 538	-5 538
Ansauville	+3 439	+3 327	+3 327	+3 327	+3 327	+3 327	+3 327
Avrainville	+12 319	+8 381	+1 177	+1 177	+1 177	+1 177	+1 177
Bicqueley	-30 297	-31 541	-22 079	-22 079	-22 079	-22 079	-22 079
Bois-de-Haye	+606 768	+592 943	+733 230	+733 230	+722 232	+722 232	+722 232
Boucq	+4 715	+4 224	+4 224	+4 224	+4 224	+4 224	+4 224
Bouvron	+14 329	+13 996	+13 996	+13 996	+13 996	+13 996	+13 996
Bruley	+16 364	+13 245	+13 245	+13 245	+13 245	+13 245	+13 245
Charmes-la-Côte	-10 237	-10 682	-7 477	-7 477	-7 477	-7 477	-7 477
Chaudeney-sur-Moselle	+145 449	+144 529	+144 529	+144 529	+142 361	+142 361	+142 361
Choloy-Ménillot	+26 009	+25 071	+25 071	+25 071	+25 071	+25 071	+25 071
Domèvre-en-Haye	+27 360	+26 786	+26 786	+26 786	+26 786	+26 786	+26 786
Domgermain	-34 058	-35 738	-25 017	-25 017	-25 017	-25 017	-25 017
Dommartin-lès-Toul	+50 178	+47 515	+47 515	+47 515	+46 802	+46 802	+46 802
Écrouves	-2 618	-6 318	-4 423	-4 423	-4 423	-4 423	-4 423
Fontenoy-sur-Moselle	+66 385	+58 870	+76 889	+76 889	+76 889	+76 889	+76 889
Foug	+495 782	+492 282	+492 282	+492 282	+492 282	+492 282	+492 282
Francheville	+28 669	+23 293	+43 751	+43 751	+43 751	+43 751	+43 751
Gondreville	+538 504	+459 093	+579 137	+579 137	+570 450	+570 450	+570 450
Grosrouvres	+2 998	+2 930	+2 930	+2 930	+2 930	+2 930	+2 930
Gye	+133 825	+133 549	+133 549	+133 549	+131 546	+131 546	+131 546
Jaillon	+19 756	+11 885	+44 105	+44 105	+44 105	+44 105	+44 105
Lagney	-11 483	-12 137	-8 496	-8 496	-8 496	-8 496	-8 496
Laneuveville-derrière-Foug	-3 220	-3 402	-2 381	-2 381	-2 381	-2 381	-2 381
Lay-Saint-Remy	-11 763	-12 236	-8 565	-8 565	-8 565	-8 565	-8 565
Lucey	-23 520	-24 279	-16 995	-16 995	-16 995	-16 995	-16 995
Manoncourt-en-Woëvre	+394	+67	+67	+67	+67	+67	+67
Manonville	+16 748	+16 426	+16 426	+16 426	+16 426	+16 426	+16 426
Ménil-la-Tour	-6 190	-6 628	-4 640	-4 640	-4 640	-5 265	-5 265
Minorville	+11 701	+11 382	+11 382	+11 382	+11 382	+11 382	+11 382
Noviant-aux-Prés	+17 806	+17 457	+17 457	+17 457	+17 457	+17 457	+17 457
Pagney-derrière-Barine	-20 358	-21 159	-14 811	-14 811	-14 811	-14 811	-14 811
Pierre-la-Treiche	-14 369	-15 074	-10 552	-10 552	-10 552	-10 552	-10 552
Royaumeix	-9 602	-10 059	-7 041	-7 041	-7 041	-7 041	-7 041
Sanzey	-4 514	-4 695	-3 286	-3 286	-3 286	-4 036	-4 036
Toul	+5 397 747	+5 384 324	+5 384 324	+5 357 467	+5 277 105	+5 277 105	+5 277 105
Tremblecourt	+9 983	+9 721	+9 721	+9 721	+9 721	+9 721	+9 721
Trondes	-17 464	-18 168	-12 718	-12 718	-12 718	-12 718	-12 718
Villey-le-Sec	+87 912	+87 357	+87 357	+87 357	+86 047	+86 047	+86 047
Villey-Saint-Etienne	+252 414	+218 201	+274 810	+274 810	+270 688	+270 688	+270 688
<b>TOTAL</b>	<b>7 794 065</b>	<b>7 597 141</b>	<b>8 075 134</b>	<b>8 048 277</b>	<b>7 937 914</b>	<b>7 936 539</b>	<b>7 936 539</b>
<i>dont AC positives</i>	<i>+8 001 289</i>	<i>+7 817 169</i>	<i>+8 229 153</i>	<i>+8 202 296</i>	<i>+8 091 933</i>	<i>+8 091 933</i>	<i>+8 091 933</i>
<i>dont AC négatives</i>	<i>-207 224</i>	<i>-220 028</i>	<i>-154 019</i>	<i>-154 019</i>	<i>-154 019</i>	<i>-155 394</i>	<i>-155 394</i>

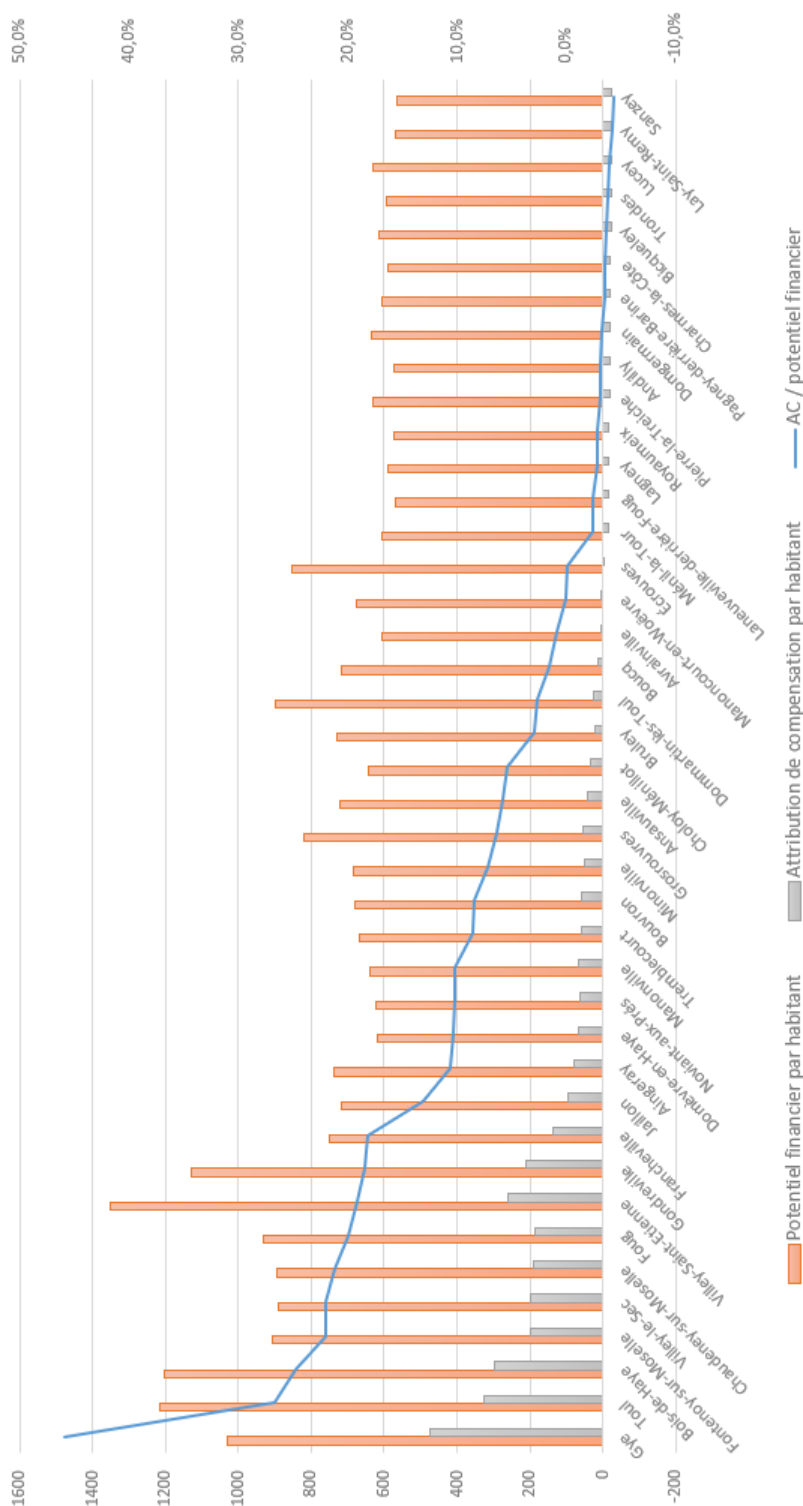
Mis en ligne le 09/10/2023 à 16h00

**REÇU EN PREFECTURE**

Le 09/10/2023

Application agréée E-legalite.com

## ANNEXE D – ELEMENTS DE COMPARAISON



D'après les données de la DGCL, sauf pour les communes de plus de 100 000 habitants, une corrélation existe entre la taille des communes et leur montant d'AC par habitant : en moyenne, plus une commune est peuplée, plus son montant d'AC par habitant est élevé (du fait d'une concentration des activités économiques à l'origine des AC initiales autour des zones denses). Pour une commune de 10 000 à 20 000 habitants, le montant moyen d'AC par habitant était de 237 € en 2020. Pour les petites communes, la moyenne masque des disparités liées locales (le montant moyen d'AC par habitant était de 122 € en 2020 pour une commune de moins de 3 500 habitants).

En moyenne, le montant des AC représentait 15% des recettes réelles de fonctionnement des communes membres d'un EPCI à FPU en 2020.

Mis en ligne le 09/10/2023 à 16h00

REÇU EN PREFECTURE

Le 09/10/2023

Application agréée E-legalite.com

## GLOSSAIRE

AC	Attribution de compensation
CC	Communauté de communes
CCCH	...des Côtes en Haye
CCT	...du Toulinois
CC2H	...de Hazelle-en-Haye
CC2T	...Terres Toulaines
CFE	Cotisation foncière des entreprises
CLECT	Commission locale d'évaluation des charges transférées
CGI	Code général des impôts, fixant les modalités de mise en œuvre et de calcul des attributions de compensation
CVAE	Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises que les collectivités ne perçoivent plus depuis 2022
DGF	Dotation globale de fonctionnement, principale dotation de fonctionnement de l'État aux collectivités territoriales
DI	Dotation d'intercommunalité, composante de la DGF propre aux EPCI
DSC	Dotation de solidarité communautaire versée par un EPCI à ses communes
EAJE	Etablissement d'accueil du jeune enfant
EPCI	Etablissement public de coopération intercommunal (communauté de communes, urbaines, d'agglomération et métropoles)
FISAC	Fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce
FPU	Fiscalité professionnelle unique
FNGIR	Fonds nationale de garantie individuel des ressources assurant la neutralité financière de la réforme de la TPU
FPIC	Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales, outil de péréquation entre ensembles intercommunaux
GEMAPI	Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations
IFER	Imposition sur les entreprises de réseaux dont les collectivités ne maîtrisent pas le taux
PFF	Pacte fiscal et financier entre les communes et la communauté de communes
PLUIH	Plan local d'urbanisme intercommunal valant programme local de l'habitat, projet d'aménagement stratégique et outil d'urbanisme réglementaire
SMGT	Syndicat mixte Grand Toulinois
TPU	Taxe professionnelle unique
ZAE	Zone d'activité économique

## Modalités de révision des AC

L'attribution de compensation est ajustée lors de chaque transfert de charge.

Des conditions de révision des attributions existent par ailleurs :

- suite à fusion, uniquement les trois premières années d'existence du nouvel EPCI, par délibération du conseil communautaire statuant à la majorité des deux tiers, la révision ne pouvant pas avoir pour effet de minorer ou de majorer l'attribution de compensation de plus de 30 % de son montant, représentant au plus 5 % des recettes réelles de fonctionnement de la commune intéressée l'année précédant la révision,
- lorsque des communes disposent d'un potentiel financier par habitant supérieur de plus de 20 % au potentiel financier par habitant moyen de l'ensemble des communes membres, l'EPCI et les conseils municipaux des communes peuvent procéder à la diminution des attributions de compensation d'une partie des communes dans la limite de 5% de leur montant (délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux prévue au premier alinéa du II de l'article L5211-5 du code général des collectivités territoriales),
- dans le cas où une diminution des bases imposables réduit le produit des impositions de l'EPCI (décision du conseil communautaire statuant à la majorité simple), la réduction ne pouvant avoir pour effet de baisser l'attribution de compensation de la commune intéressée d'un montant supérieur à 5 % de ses recettes réelles de fonctionnement,
- le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres intéressées, en tenant compte du rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges.

Mis en ligne le 09/10/2023 à 16h00

REÇU EN PREFECTURE

Le 09/10/2023

Application agréée E-legalite.com